

CROSSING BORDERS

movements and struggles of migration

Soutenez notre bulletin d'information, aidez-nous dont distribuer les versions électroniques et imprimées. Trouvez les versions multilingues à notre site www.noborder.org/crossing_borders. Contactez-nous à frassainfo@kein.org

FrontExplode – Combattre le régime des frontières



Jamais avons-nous fait l'expérience d'un camp noborder aux frontières de l'UE, où les protestations politiques et les luttes sociales pour la liberté de circulation étaient si étroitement liées qu'elles l'étaient en août 2009 à Lesbos en Grèce. Une nouvelle dimension de luttes des ouvriers migrants a vu le jour durant «la journée sans immigrants» en Italie le 1^{er} mars 2010. Et ses deux mobilisations (voir page 6) ont pas seulement été extraordinaires quant à leurs effets. Nous considérons ces deux expériences plutôt comme les clés de voûte du développement et de l'intensification d'une lutte compréhensive contre l'apartheid contemporain : un régime des migrations qui combine l'exclusion et l'expulsion avec l'exploitation et le recrutement.

«Aucune frontière n'est éternelle !» C'est le titre ambigu d'un appel récemment publié par le réseau «Welcome to Europe». D'une part il réfère aux mouvements et réseaux de migration qui ébranlent et défient en permanence le régime des frontières et le système des états-nations. D'autre part le réseau noborder – en dépit de sa structure diffuse – peut rappeler plus de dix ans de mobilisations transnationales et peut-être même avec plus de vivacité dix ans d'actions décentralisées continues. Cet appel nouveau tente à interconnecter la série de mobilisations transnationales à venir (voir à côté), la lutte contre Frontex étant une importante référence commune : «Il y a 5 ans, en mai 2005, Frontex, l'agence européenne aux frontières extérieures, a commencé son travail avec quelques projets pilotes. Aujourd'hui, Frontex est impliqué en permanence dans des opérations militarisées aux frontières européennes sur mer et sur terre contre

les réfugiés et les migrants, ainsi que dans la coordination des expulsions par vols charter. À différents niveaux, Frontex est le moteur de l'intensification du système répressif du contrôle des migrations, même au-delà des frontières de l'UE. Dans sa mission de lutte contre l'immigration dite clandestine, Frontex est prête à accepter la mort de milliers de réfugiés dans la Méditerranée et l'Atlantique. Ainsi, Frontex est un des adversaires les plus importants dans notre lutte pour la liberté de circulation» (vous trouvez l'appel à ►www.noborder.org). En soulignant quelques aspects importants de la fonction et du rôle de Frontex dans le régime des frontières (voir pages 2 et 4) la nouvelle édition multilingues de «Crossing Borders» veut inspirer et contribuer aux mobilisations et luttes dans les mois à venir.

Pendant ce temps-là aux États-Unis, May Day 2010 a été la plus grande manifestation depuis le Great American Boycott de 2006. Des milliers d'immigrants dans tout le pays ont manifesté en revendiquant «la légalisation maintenant, arrêtez les expulsions, personne n'est illégal» et en exprimant leur opinion d'ouvriers. Le mouvement a été affaibli après la victoire partielle de 2006, quand une loi draconienne avait été bloquée, et maintenant il y existe un mélange d'attentes et une nécessité de lutter de nouveau contre la nouvelle loi d'Arizona. La légalisation tarde à venir et la lutte sera longue, mais il n'y a aucune place où il est plus évident qu'aux États-Unis que «les droits des immigrants sont les droits des ouvriers».

Il est clair : notre lutte contre Frontex est une lutte transnationale et le lien entre les luttes en Europe et aux États-Unis est plus qu'un lien de solidarité. Les enjeux en Europe et autour de l'Europe doivent être vus en combinaison avec ce qui se passe à la frontière américaine/mexicaine, aux lieux de travail américains et dans d'autres zones frontalières de par le monde. La migration ouvrière est un procès mondial et partout les mêmes régimes de contrôle contre les migrants menacent la liberté de tous et affaiblissent les mouvements ouvriers. Mais si les frontières sont partout, nous voyons que les luttes des migrations sont également partout. C'est à nous de penser transnationalement dans ce combat qui a lieu dans une multitude d'endroits : allons faire notre part, allons FrontExploder !

*Lettre transnationale
d'information
n° 8 issue, Mai 2010*

Une nouvelle chaîne transnationale d'actions

Dans les mois à venir encore une série de protestations et d'actions aura lieu de par l'Europe et au-delà. La lutte contre le régime européen des frontières et la revendication de la liberté de circulation sont des points communs dans toutes ces mobilisations :

Participez à la **conférence et à la protestation du 23 et 24 mai** à Varsovie, quand Frontex fêtera cyniquement son cinquième anniversaire avec une «Journée du garde-frontière», ainsi qu'avec une exposition «Technologie de surveillance pour la contrôle aux frontières», voir plus, bientôt à ► www.noborder.org

Participez du **1er jusqu'au 6 juin à la semaine d'actions contre la machine de l'expulsion**, une semaine de protestations décentralisées contre les expulsions par vols charter et contre Frontex, voir ► stopdeportation.net/node/41

Participez au **Festival de la Caravane à Jena du 4 jusqu'au 6 juin** : «Réunissez-vous contre l'injustice coloniale en commémoration des morts,

victimes de la forteresse Europe», voir ► www.karawane-festival.org

Participez au **Forum social européen à Istanbul du 1er jusqu'au 4 juillet**, avec des ateliers et des protestations contre Frontex et contre l'externalisation du régime des frontières de l'UE, voir plus, bientôt à ► www.noborder.org

Participez à la foule des **activités noborder en Grèce du 25 août jusqu'au 12 septembre**, où la plus grande opération en mer de Frontex est annoncée, ainsi que leur implication dans les nouveaux centres d'interrogatoires et dans la coordination des expulsions par vols charter sur les îles de Lesbos et de Samos, voir ► <http://lesvos09.antira.info>

Participez au **camp noborder à Bruxelles du 24 septembre jusqu'au 3 octobre**, avec des actions contre le régime européen des migrations dans le centre du processus décisionnel de l'UE, voir ► <http://nobordersbxl.noblogs.org>

Participez à la **commémoration à Melilla durant les jours avant le 7 octobre**, avec une conférence à Oujda, voir plus, bientôt à ► www.noborder.org

Les opérations en mer, l'EUROSUR et les technologies frontalières nouvelles : Frontex – force motrice dans la guerre contre les boat-people et les sans-papiers

Le contexte était clairement définie dans le programme de Stockholm, le nouveau programme quinquennal pour la Justice et les Affaires Intérieures du Conseil de l'UE, adopté en décembre 2009 : «L'Europe aura besoin d'une politique d'immigration du travail flexible et axée sur la demande, ouverte aux besoins des marchés nationaux de travail des États-Membres... L'Europe a besoin d'une utilisation stratégique et systématique de tous les instruments disponibles de l'Approche globale des migrations de l'UE – profils des migrations, missions des migrations, plateformes de coopération sur les migrations et partenariats pour le développement et la mobilité – pour une coopération à long terme sur toutes les dimensions de cette politique, en partenariat étroit avec des pays-tiers sélectionnés le long des routes migratoires prioritaires ... ». Souvent le partenaire crucial était également mentionné dans le journal : Frontex. Selon le programme le renforcement de l'Agence européenne aux frontières extérieures est une question-clé.

Dès le début il a été évident que les frontières maritimes avait une importance particulière pour Frontex. Les premières opérations conjointes importantes, après la création de l'Agence en 2004, avaient lieu aux frontières maritimes et c'étaient ces opérations-là qui s'accroissaient rapidement aussi bien en ampleur qu'en durée. Cela est également reflété dans les budgets, où les dépenses pour les



opérations maritimes ont toujours constitué l'élément le plus important. L'attention spéciale consacrée par Frontex aux frontières maritimes pourrait provenir de leur caractère spécial : il n'y a pas de ligne de démarcation bien défini avec des postes frontières et des barrières ; il s'agit au contraire d'une zone large et diffuse, d'une «frontière estompée de la justice» – une aire d'expérimentation excellente pour une agence qui tente à inventer, tester et finalement établir une nouvelle forme de «gestion des frontières». Les droits et souvent même les vies de migrants se perdent au milieu de ce procès. Des milliers de personnes meurent en mer à cause des refoulements illégaux. Les soi-disant «interceptions et diversions» sont le travail quotidien de Frontex :

autant aux côtes de l'Afrique occidentale (l'opération Hera), en Méditerranée (l'opération Nautilus) ou autour des îles de la mer Egée (l'opération Poseidon). Naturellement les gardes-frontières espagnols, italiens ou grecs jouent encore un rôle central et souvent plus mauvais, en bloquant et en retournant les réfugiés et les migrants au Sénégal, en Libye ou en Turquie. Mais une armada Frontex militarisée non seulement tolère cette pratique mortellement grave de la chasse aux réfugiés et aux migrants et de leur expulsion illégale, Frontex préside à, coordonne et évalue cette guerre contre les migrants en vue de finalement constituer une nouvelle pratique de dissuasion.

«En plus Frontex est responsable du développement du Système européen de surveillance des frontières (EUROSUR) en vue de garantir que la coopération nécessaire sera établie entre les États-Membres, Frontex devant partager les données de surveillance relativement aux frontières de l'est et du sud au plus tard en 2013» (programme de Stockholm). Les opérations de Frontex aux frontières terrestres et dans les aéroports sont encore limitées, ou souvent seulement à un niveau de projets pilotes. Mais comme explicitement décrit dans le programme de Stockholm, on s'attend à ce que Frontex détermine ce que la gestion européenne des frontières sous coresponsabilité veut exactement dire. EUROSUR est le nom d'un système de surveillance ambitieux et compréhensif et son développement est supposé d'être effectué par tout moyen technologique nécessaire! Satellites et drones, tout équipement disponible devra être utilisé et «intégré» dans ce système plus large. On fait appel aux sociétés high-tech pour le développement d'instruments particuliers. «Les possibilités des technologies nouvelles offrent un grand potentiel pour rendre la

gestion des frontières plus efficace ainsi que plus sûr. Ceci inclue entre autres l'utilisation de barrières pour la garde frontalière automatisée. Le Conseil européen prends connaissance des recherches de Frontex en cours dans ce domaine et encourage l'agence à continuer son travail afin d'établir les meilleurs pratiques ...». Cette citation du programme de Stockholm ne réfère pas seulement aux frontières extérieures. Frontex et la Commission de l'UE sont tous les deux conscients que la majorité de ceux qui vivent dans l'UE, en dépit du manque de permis de séjour propres, sont au départ entrés légalement, mais sont simplement restés quand leurs visas expiraient (ce qu'on appelle les «visa-overstayer»). Par conséquent un nouveau système «entrée-départ» a déjà été proposé il y a deux ans, qui en combinaison avec le futur Système d'Information Visa permettra le dépistage d'individus dans la population européenne en s'appuyant lourdement sur la technologie biométrique.

Frontex s'est instruit ces dernières années et essaye d'améliorer sa réputation de plus en plus mauvaise. Elle se présente comme une agence neutre, qui seulement fournit des technologies pour établir les «meilleures pratiques». Elle utilise même le discours des droits de l'homme, en prétendant que ses mesures aident à sauver des boat-people. Mais ces rhétoriques vides ne peuvent pas cacher leur vraie tâche. Que se soit contre les sans-papiers dans l'UE, ou contre les boat-people aux frontières extérieures de l'UE, Frontex retiens une position-clé avec des aspects multiples dans la «lutte contre la migration illégale». Par conséquent l'appel nouveau du réseau «Welcome to Europe» dit que : «Frontex est un des adversaires les plus importants dans notre lutte pour la liberté de circulation». Combattons-les par tous les moyens nécessaires!



La campagne contre Frontex – comment faire ?!

- Aidez à distribuer ce bulletin d'information, d'autres documents existants et le film contre Frontex que vous trouvez à <http://frontexplode.eu/>
- Aidez-nous dans nos recherches critiques concernant les opérations aux frontières extérieures et les expulsions par vols charter de Frontex, ainsi qu'à les publier à frontexwatch: <http://frontex.antira.info/>
- Suivez et dérangez les représentants de Frontex dans les événements publics, les séminaires et les entraînements (tels qu'ils ont eu lieu à Lübeck, Brême et Londres)!
- Suivez et dérangez les opérations Frontex comme on l'a essayé à Lesbos !
- Protestez contre Frontex dans vos actions anti-expulsion aux aéroports !
- Dénoncez les sociétés de high-tech qui collaborent avec et livrent l'équipement de surveillance pour Frontex – voir la campagne à Brême à <http://ziviles-bremen.noblogs.org/>
- Participez à une ou plusieurs mobilisations telles que mentionnées à la une de cette édition !
- Participez aux préparations initiales pour les caravanes de protestation au Forum social mondial à Dakar/Sénégal en février 2011 avec des activités anti-Frontex en Afrique occidentale !
- Soyez créatif avec FrontExplode!

Frontex – une agence pour l'expulsion ?

Une des tâches connues de Frontex est «l'interception» de migrants par les patrouilles conjointes et opérations aux frontières extérieures de l'UE. Mais un des problèmes majeures est : que feront les États-Membres de l'UE avec les migrants «interceptés» ? Il n'est pas facile de les refouler vers le pays non-UE d'où ils viennent, s'il n'existe pas un accord de réadmission, spécialement quand il s'agit de migrants de transit. Il y a aussi des critiques de la part d'organisations des droits de l'homme, que tout «refoulement» de migrants qui pourraient être des réfugiés/demandeurs d'asile «réels» est illégal (voir la dernière décision de la commission anti-torture du Conseil de l'Europe contre les expulsions en Libye par des patrouilles conjointes avec l'Italie). Renvoyer les migrants dans leurs pays d'origines est souvent encore plus difficile, s'ils n'ont pas de papiers et/ou il n'y a pas d'accord de réadmission. Et les expulsions par avion sont chères et mènent souvent à la résistance, non seulement de la part des déportés, mais aussi des passagers et des membres de l'équipage.

Ce sont tous des raisons pourquoi les États-Membres de l'UE ont inventé beaucoup de mesures :

- ~ «L'identification» de migrants durant les auditions avec les ambassades et les «experts» douteux – mais il y a eu des protestations des migrants concernés et de groupes antiracistes ;
- ~ La pression faite sur les pays tiers de signer des «accords de coopération» – mais il y avait et il y a de la résistance, aussi de la part des gouvernements intéressés par les virements de leurs citoyens qui vivent dans des pays de l'UE ;
- ~ L'organisation des «opérations de retour conjointes» – mais il y a eu des démonstrations et des actions aux aéroports telles qu'en 2008 à Hambourg, où il y a eu au moins huit expulsions regroupées vers des pays africains, en 2009 à Londres et en 2010 à Vienne, ainsi que contre des compagnies aériennes telle qu'Air Berlin, qui a expulsé des gens au Vietnam en juin 2009, après des interrogations en Pologne et en Allemagne avec



la participation de la police secrète vietnamienne et deux personnes de Frontex.

Frontex a commencé à coordonner et à améliorer de telles mesures par l'organisation d'un entraînement comment effectuer les interrogatoires, par les expulsions par vols charter et par l'échange de personnel. Depuis 2006 Frontex est directement impliquée dans l'assistance aux expulsions par vols charter. En 2009 Frontex a coordonné et partiellement financé 32 «opérations de retour conjointes» d'au moins 1570 individus. Ceci constituait un triplement des expulsions regroupées depuis 2007. La plupart des vols étaient vers des pays africains tel que le Nigéria, le Cameroun et la Gambie, quelques-uns vers le Kosovo et l'Albanie, et le Royaume-Uni et la France essayaient également des expulsions regroupées vers l'Iraq et l'Afghanistan. En 2009 Frontex dépensait 5,25 millions d'euros pour la «coopération pour le retour», dont 1,7 millions d'euros étaient utilisés pour des interrogatoires d'identification de migrants à qui donner des laissez-passer. En 2010 ce budget a été augmenté jusqu'à 9,341 millions d'euros et Frontex se propose d'organiser le double nombre d'expulsions regroupées qu'en 2009 et d'acheter ses propres avions.

En Grèce Frontex a commencé en 2009 un projet de

renforcement des capacités pour le retour nommé Attica. «Le but du projet était d'assister à l'identification, à l'acquisition de documents de voyage et au retour vers leurs pays d'origines de citoyens de pays tiers étant présents illégalement. L'accent était aussi sur le développement de procédures nationales liées au retour, sur le renforcement de l'expertise et sur l'amélioration de la coopération avec les pays tiers. Le projet pilote a duré trois mois, durant lequel un Centre de Coordination du Retour pleinement opérationnel était établi, la coopération avec les ambassades du Nigéria et de la Géorgie était stimulée et le procès de l'identification a fonctionné comme il fallait. La Grèce a commencé sa participation aux opérations de retour conjointes vers le Nigéria et la Géorgie avec 22 rapatriés. Le projet continuera en 2010.» Sur les îles grecques comme Lesbos et Samos, des membres du personnel Frontex, déguisés comme des journalistes, des militants des droits de l'homme

ou des traducteurs, essayent de découvrir et/ou de changer la nationalité des migrants sans papiers, ou d'augmenter l'âge des mineurs afin de rendre les expulsions possible. Un fait nouveau est qu'une telle «enquête» a déjà lieu avant que les migrants peuvent demander l'asile, ce qui veut dire que ceux qui sont des indésirables en Europe, sont triés pour l'expulsion directement après leur arrivée. Ce faisant, les gouvernements prétendent remplir les conditions d'accords internationaux sur les droits de l'homme, mais en réalité il s'agit seulement d'une modernisation du régime des migrations répressif et sélectif. Le 12 avril 2010, 126 des 150 migrants dans le centre de détention de Samos ont commencé une grève de la faim contre ces mesures et contre la raclée donnée à un réfugié par les gardiens.

Contre ces politiques, des organisations dans différents pays de l'UE ont convoqué une Semaine Européenne d'Actions contre la Machine de l'Expulsion, du 1^{er} jusqu'au 6 juin 2010.

Azadi* - Camp noborder à Lesbos 2009



Le moment autant que l'endroit du camp noborder en Grèce étaient bien choisis. L'île de Lesbos était un endroit-clé dans le régime des frontières extérieures de l'UE : chaque nuit de nouveaux bateaux avec des réfugiés arrivaient et le centre de détention à Pagani souffrait pendant des semaines de surpopulation. Les gardes-frontières grecs et Frontex étaient en patrouille 24 heures sur 24. Environ 600 activistes de beaucoup de pays différents étaient venus à Lesbos pour une semaine de protestations en août dernier.

«Demain quand nous continuerons notre voyage, nous serons de nouveau des réfugiés. Mais jusqu'au dernier moment ici ce soir nous sommes seulement des êtres humains, des amis qui fêtent ensemble. Qui aurait pensé que sur cette île, nous devons pas nous cacher dans les bois, qu'au contraire on nous fait le cadeau d'une nuit de liberté entre amis!» Ces mots en disent long. Il s'agit des mots d'un jeune Afghan la dernière nuit du camp noborder.

Dans quelques jours un «centre de bienvenu» auto-organisé devenait le point de rencontre pour les nouveaux venus sans papiers et des détenus relâchés. Les activistes noborder qui voulaient la confrontation politique avec le régime des frontières

rencontraient ceux dont le voyage en Europe constituait lui-même un défi pratique à ces frontières. À travers ce processus, les réfugiés et les activistes étaient en état de rompre les barrières linguistiques et d'organiser un soutien mutuel, ainsi que l'action politique collective, par exemple la journée d'action contre Frontex dans le port.

Les réfugiés et les activistes peignaient une énorme bannière multilingue «Liberté de Circulation». Des activistes dans 50 canots à rames essayaient d'encercler la garde côtière. Naturellement les gardes côtières grecs étaient «assez aimables» de démontrer leur finesses à faire des vagues qui refoulent les bateaux des réfugiés en haute mer. Au même moment la manifestation contre Frontex a commencé, étant menée, entre autres, par des activistes venus du Mali et de la Mauritanie qui eux sont aussi confrontés avec Frontex en Afrique occidentale.

Une jeune femme de la Somalie a résumé son expérience : «Quand j'ai quitté la Somalie, j'ai commencé mon voyage pour trouver une place où je pourrais vivre mieux et en sécurité. (...) Maintenant je vois plus clairement ce qu'est l'Europe aujourd'hui (...). Nous sommes jetés dans des prisons odieuses et l'Europe envoie ses troupes pour nous attaquer en mer. Je n'ai jamais appris autant dans si peu de temps.(...) J'ai commencé mon second voyage ici, en voyant tous les autres assis dans les mêmes petits bateaux qui se battent pour survivre et pour aller plus loin. (...) J'ai été en état de voir comment ce serait si nous allions tous ensemble faire ce voyage. Peut-être vers un endroit qui existera quelque part dans l'avenir.»

*Azadi est un mot farsi qui veut dire liberté. Ce mot était crié tous les jours dans le camp de détention de Pagani. ► <http://lesvos09.antira.info>
► <http://transact.noblogs.org/post/2009/10/06/shut-down-pagani-azadi-english-version>

Non au programme de Stockholm Protestation à Bruxelles en décembre dernier

«Arrêtez encore un programme quinquennal de mort et de détention ! Protection des Réfugiés et Droits des Migrants au lieu d'un régime des frontières européennes violent !» Voilà les revendications majeures d'une petite manifestation tenue devant le Conseil de l'UE contre l'adoption du prochain accord-cadre quinquennal pour la Justice et les Affaires Intérieures. Une composition transnationale d'intervenants a dénoncé le nouveau programme comme la «carte routière» pour un régime de surveillance et de contrôle plus rigide, constituant une escalade du régime des frontières mortel vers une vraie guerre, par le renforcement du rôle de Frontex dans la militarisation des frontières. En ce qui concerne les luttes quotidiennes de réfugiés et de migrants contre l'exclusion et l'exploitation, contre la détention et la discrimination, le besoin d'une autre Europe dans un monde avec sur un plan social et politique des droits égaux mondiaux était revendiqué. Voir le rapport à ► http://www.noborder.org/archive_item.php?id=461



Premier mars : la grève comme présent et avenir des luttes antiracistes

Le premier mars a été une journée importante pour les luttes des migrants en Europe. Tout a commencé avec la «journée sans immigrants» en France qui a rappelé le «Great American Boycott» de 2006, quand des millions de migrants aux États-Unis ont manifesté contre la législation anti-immigration. En Italie un groupe de femmes - migrantes et Italiennes - a repris l'idée, suivis par des collectifs de migrants, des groupes autonomes, des mouvements antiracistes et des gens qui s'étaient pour la première fois engagés dans les luttes des migrants. Après les troubles de Rosarno, le premier mars est aussi devenu la réponse au racisme institutionnalisé.

Nous avons créé le «Coordinamento per il Lavoro migrante in Italia», dont lequel beaucoup de collectifs autonomes se sont engagés, afin de réaliser la grève. En dépit de l'hésitation ou même l'opposition ouverte d'une part du mouvement et des syndicats à une grève contre la loi Bossi-Fini (la loi qui crée un rapport entre le permis de séjour et le contrat de travail), des assemblées avec des migrants, des ouvriers italiens et des délégués des syndicats étaient organisées. Beaucoup d'ouvriers italiens comprenaient que la susceptibilité des migrants de devenir victime d'expulsions et de chantage légal constitue une menace pour tous les ouvriers ; l'érosion de la liberté des migrants causé par la «loi sur la sécurité» est une menace pour la liberté de tous. Notre perspective était transnationale, d'une part parce que la législation sur l'immigration a une dimension européenne et d'autre part parce que la lutte des ouvriers migrants est dans le fond même transnationale.

Dans la grève des ouvriers migrants du premier mars des douzaines d'usines et autres lieux de travail étaient impliquées. Les grévistes, soutenus ou non par leurs syndicats, se rassemblaient dans des manifestations de 10.000 personnes à Brescia et en Bologne. Dans d'autres villes italiennes, y compris Milan et Naples, il y avait des manifestations énormes. Après cette grève au-delà de la représentation par les syndicats, nous croyons que la grève des ouvriers migrants est une nouvel espèce de grève ; nous estimons que la grève devrait être le présent et l'avenir des luttes antiracistes.

Voir aussi : «10 theses on migrant labor» ► <http://lavoromigrante.splinder.com>

et ► www.coordinamentomigranti.splinder.com pour les photos et un rapport sur la grève en Bologne